

Constructing Singapore : Elitism, Ethnicity and the Nation-Building Project, Michael D. Barr & Zlatko Skrbis

Copenhague : NIAS Press, 2008, 304 p.

Jean-Louis Margolin

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/moussons/229>

ISSN : 2262-8363

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 191-193

ISBN : 978-2-85399-778-2

ISSN : 1620-3224

Référence électronique

Jean-Louis Margolin, « *Constructing Singapore : Elitism, Ethnicity and the Nation-Building Project*, Michael D. Barr & Zlatko Skrbis », *Moussons* [En ligne], 16 | 2010, mis en ligne le 12 décembre 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/moussons/229>



Les contenus de la revue *Moussons* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

des éléments du rapport de C. Lewa (p. 211-212), laquelle s'applique depuis de nombreuses années maintenant, à comprendre et faire connaître la situation des musulmans d'Arakan.

Les ponctions administratives décrites chapitre 8 sont également le lot quotidien des autres populations d'Arakan, à commencer par les Arakanais bouddhistes. Il aurait fallu le dire, car même si elles ne sont pas prélevées dans les mêmes proportions que pour les Rohingya, les effets sont semblables, à commencer par une paupérisation croissante et une émigration massive de tous d'Arakan.

* Postdoctorante au CASE, EHESS-CNRS.

Constructing Singapore : Elitism, Ethnicity and the Nation-Building Project, Michael D. Barr & Zlatko Skrbis, Copenhague : NIAS Press, 2008, 304 p.

*Par Jean-Louis Margolin **

Michael Barr, seul ou en collaboration, est depuis une décennie l'un des auteurs les plus prolifiques et les plus reconnus sur la structuration politique et sociologique du Singapour contemporain. Longtemps attaché à l'université du Queensland (Brisbane), aujourd'hui à Flinders (Adelaide), il est assez représentatif de la nouvelle génération (singapourienne aussi bien qu'étrangère) des spécialistes de la cité-État : fermement critique, et parfois même hyper-critique, elle n'en reconnaît pas moins les considérables succès obtenus dans la plupart des domaines depuis l'indépendance (1965), et elle ne se réclame pas d'une idéologie particulière.

Le titre du livre est partiellement trompeur. Ou, plus exactement, il ne correspond vraiment qu'aux cinq premiers chapitres qui, sur une centaine de pages, ne font qu'esquisser les grandes lignes d'un projet intellectuel trop ambitieux pour ce cadre étroit. Le cœur du livre – la grosse centaine de pages qui suit, en cinq chapitres aussi –, et ses développements les mieux documentés aussi bien que les plus originaux, concernent le seul volet éducationnel de la « construction nationale » mentionnée dans le sous-titre. Quant aux deux derniers chapitres, ils nous font pénétrer, assez succinctement, au cœur de la petite élite qui régit entièrement un

Singapour domestiqué, subjugué autant que quadrillé, depuis les années 1970.

La ligne directrice de l'ouvrage a l'avantage et les défauts de la simplicité. L'idéologie dominante à Singapour reposerait sur deux concepts : multiculturalisme (ou, en langue locale, *multiracialism*) et méritocratie. Bref, à chaque ethnie sa légitimité et sa part de la nation, et à chaque individu ses chances de parvenir au sommet, à condition de travailler dur. Dans la période de fondation (jusqu'aux alentours de 1980), ces slogans n'auraient pas été de vains mots, dans un système politique qui tentait alors de transcender les divers clivages au nom de la commune citoyenneté d'un improbable État, né comme par accident, en 1965. Or, nous disent les auteurs, les deux concepts, toujours répétés à l'envi, seraient depuis près de trois décennies les paravents de pratiques moins glorieuses, fondées sur le renfermement d'une élite auto-reproductrice, ainsi que sur la prééminence renforcée de l'ethnie chinoise dominante (près des trois quarts de la population). Le système éducatif (au sens large : du jardin d'enfant aux bourses d'études accordées lors du service militaire) serait à la fois le symptôme et un facteur primordial de cette inquiétante évolution.

Celle-ci daterait de 1979, qui vit à la fois les parcours scolaires divisés en trois niveaux hiérarchisés, avec sélection dès la fin de la troisième année du primaire (quatrième à partir de 1992), et le lancement de la campagne (devenue permanente) « *Speak Mandarin and less dialects* », destinée à unifier la communauté chinoise jusque là très divisée en groupes dialectaux (hokkien, cantonais, teochiu, hakka pour citer les principaux). Simultanément apparaissaient des références positives au confucianisme, dont on tenta (sans grand succès) de faire dans la décennie quatre-vingt une matière d'enseignement pour les jeunes Chinois, et qui constitua à l'« ère Clinton » (1992-2000) le noyau dur des valeurs asiatiques que l'autoritarisme singapourien opposait à la politique des droits de l'homme venue d'outre-Pacifique. Dans le même esprit, des écoles à enseignement renforcé de la langue et des traditions chinoises étaient créées dès 1979 (*Special Assistance Plan*), à l'intérieur d'un système éducatif cependant unifié autour de la prééminence de l'anglais, et presque entièrement nationalisé (les écoles privées elles-mêmes

doivent se conformer aux programmes éducatifs publics).

La diversification continua ensuite, mais davantage par la mise en place (ou le renforcement) de sections ou d'établissements d'élite, en particulier au travers du *Gifted Education Programme*, en 1983; il concernait bientôt 1 % des élèves. La pratique fut renforcée en 2004 avec la mise en place, pour les 10 % les meilleurs, d'*Integrated Programmes* richement dotés (mais les frais de scolarité y sont considérablement relevés), qui débarrassent leurs participants de toute obligation d'examen avant le *Cambridge A-level*. Les premières écoles autonomes (en particulier pour la sélection de leurs élèves et les activités extra-curriculaires) furent organisées en 1987, et le système quasi-généralisé en 2000, sous l'appellation de *Schools Excellence Model*. Dès le jardin d'enfants (*kindergarten*), à trois ou quatre ans, un enseignement de plus en plus formalisé a été introduit, avec exigences précises et manuels: aujourd'hui, la majorité des enfants sont alphabétisés avant de rejoindre l'école primaire. Or, l'école avant six ans n'est pas obligatoire, les établissements sont privés (la plupart relèvent du parti au pouvoir!) et, en partie pour raisons religieuses, les Malais répugnent souvent à y inscrire leur progéniture, qui en conséquence part avec un handicap certain.

Il est clair – et sur ce plan on ne peut que suivre les auteurs – que ces diverses mesures favorisèrent les jeunes Chinois, à la fois par l'inégalité qu'elles renforcèrent avec les Malais et les Indiens (on alla par exemple recruter de bons enseignants de chinois dans d'autres pays, ce qui ne fut jamais le cas pour l'enseignement du tamoul), et parce que, déjà majorité écrasante dans l'élite locale, depuis l'ère coloniale, les premiers ne pouvaient que profiter de ce renforcement de la sélection. Une des deux « familles » d'écoles (du primaire au lycée) les plus élitaires, *Hwa Chong*, repose sur un fort enseignement du mandarin (elle forme les hommes d'affaires destinés à opérer avec la Chine), cependant que l'autre (autour de la plus que centenaire Raffles Institution, d'où sortit l'ex-Premier ministre Lee Kuan Yew) forme plutôt les hauts fonctionnaires (anglophones) de l'État, armée incluse. Certains Malais ont si bien compris ce déséquilibre que le mandarin est désormais enseigné dans les *madrasas* de certaines mosquées, et que

certains Indiens tentent de s'inscrire dans les classes sinophones. Quant aux conséquences, dans le recrutement de la super-élite étatique, elles sont éclatantes: ainsi, sur 217 titulaires de la bourse d'études à l'étranger (*President's Scholars*) la plus prestigieuse, entre 1966 et 2007, seuls 14 (6,1 %) ne furent pas chinois, et un seul malais; bien plus, cet état de choses s'aggrave avec le temps – un seul non-Chinois après 1987. Il n'en va pas différemment parmi les boursiers des forces armées, qui peuvent étudier dans les meilleurs universités étrangères, et restent pour la plupart officiers, avant de rejoindre la haute administration et les entreprises publiques, lors d'une retraite généralement prise avant 45 ans: sur les 181 dont l'ethnie peut être identifiée, 177 sont chinois. Les choses sont là aggravées par l'exemption durable du service militaire pour les Malais (à la loyauté considérée comme douteuse en cas de conflit avec les pays voisins); aujourd'hui encore, seul un aviateur et un officier supérieur sont malais, les gradés étant pour leur part presque systématiquement reversés dans la police.

Le livre met donc en pleine lumière les dysfonctionnements graves d'un système politique fondé dès son origine social-démocrate, en 1959, sur le discours de l'« égalité des chances ». Il reste que l'évolution vers un élitisme sans cesse accentué est moins claire qu'indiquée, et que l'explication principale (le suprématisme chinois) n'est pas toujours convaincante. Ainsi, les mesures prises autour de 1980 en faveur de l'éducation chinoise ne visaient-elles pas aussi à rompre avec la prééminence d'origine coloniale de la minorité *English-educated*, ce qui allait dans le sens d'un élargissement des voies vers la réussite? Asserter que les mesures prises depuis 2003 contre le voile islamique à l'école ou au travail correspondent à l'imposition d'un modèle chinois (p. 104) est aussi discutable qu'affirmer que les mesures similaires adoptées en France seraient dûes à un prurit nationaliste et xénophobe. Les auteurs admettent que l'enseignement de la langue maternelle (entendez ethnique) ne fut jamais très poussé, et ne constitua qu'un enjeu secondaire de sélection. De plus, depuis 2007 surtout, les exigences en matière de maîtrise du mandarin ont été considérablement réduites (à la différence de toutes les autres matières), au point

que la moitié environ des heures de tutorat ou de cours privés est consacrée à cette langue (p. 158-159). L'anglais ne cesse en fait d'affirmer sa primauté, jusque dans les cours de chinois... Or c'est un facteur d'unification nationale : les Indiens, par exemple, le parlent souvent mieux que les Chinois. Quant à la diversification des parcours, elle n'est pas à sens unique. Ainsi, à partir de 1992, les élèves du niveau le plus faible furent admis dans le secondaire, cependant que le fatidique *streaming* était retardé d'une année (à dix ans). En 2004, les deux niveaux supérieurs furent fusionnés ; ils regroupaient en 2005 62 % des élèves (p. 154), ce qui ne correspond guère à une sélection féroce. En ce qui concerne les élèves du niveau inférieur, ils furent simultanément autorisés à choisir des matières du niveau supérieur pour lesquelles ils étaient doués. La fin du manuel unique par discipline, en 1981, peut difficilement être considérée avant tout comme un élément de stratification scolaire (p. 121). Le poids des examens, dans la période récente, a tendu à nettement diminuer, les recrutements se déroulant de plus en plus souvent sur dossier, avec des critères il est vrai peu transparents.

Enfin le livre, peut-être rédigé trop vite, renferme quelques erreurs regrettables. Temasek – l'ancien Singapour – n'est attesté qu'au ^{XIV}^e siècle, pas au ^X^e, et rien n'indique qu'il ait jamais relevé de l'empire javanais de Majapahit (p. 23). Il est surprenant de faire de Sir Stamford Raffles – fondateur de Singapour en 1819 – un héros des Chinois, et c'est par anticolonialisme, pas par hostilité au chauvinisme chinois, que Lee et consorts tentèrent initialement d'en amoindrir la mémoire (p. 24). Il n'est pas vrai que Singapour n'ait été séparée de la Malaisie qu'après 1945 : il y avait d'un côté une colonie, de l'autre une série de protectorats (*id.*). L'hégémonie du parti communiste sur l'opposition de gauche dans les années 1950 et 1960 paraît sous-estimée (p. 26-27). La formule du ministre des Affaires étrangères George Yeo (« *We're Chinese with Singaporean characteristics* », p. 39), citée hors contexte, est analysée à contresens comme une marque de communautarisme. Un contresens similaire est commis à propos de l'obligation de mixité ethnique dans chaque bloc des cités HLM : son but n'était certes pas de faire passer Indiens et Malais sous la coupe des Chinois, même si ceux-ci, par nécessité, y sont toujours

majoritaires (p. 95). Et l'on jugera gratuite l'attaque contre une « *crude monetary version of filial piety* » (p. 96), sous prétexte que les parents dans le besoin peuvent contraindre légalement leurs descendants à les aider : rappelons qu'une loi similaire existe en France. Il est très discutable de sembler considérer que tous les Malais souhaiteraient envoyer leurs enfants dans des jardins d'enfants musulmans, et qu'ils seraient particulièrement animés d'idéaux humanistes, anti-matérialistes (p. 140) : on frise l'assignation identitaire, si vivement rejetée quand elle relève du discours du pouvoir, ou de celui des anciens manuels (p. 170). Pour finir, comment se fait-il que le même développement, presque au mot près, se retrouve à la fois p. 210 et p. 214 ?

Il reste que ce livre plutôt austère, appuyé sur une solide documentation – écrite aussi bien qu'orale – offre nombre d'aperçus originaux sur ce qui constitue le cœur de Singapore Inc.

* Maître de conférences, université de Provence, IRSEA.

People of Virtue : Reconfiguring Religion, Power and Moral Order in Cambodia Today, Alexandra Kent & David Chandler (éds), Copenhagen : NIAS Press, 2008, 323 p.

Par Jean-Louis Margolin *

Ce fort volume de seize chapitres, écrits par autant d'auteurs, a été dirigé par une anthropologue danoise et un historien d'Australie, le célèbre David Chandler. La thématique en est solidement établie : la situation du bouddhisme au Cambodge, que ce soit théologiquement, anthropologiquement, politiquement ou sociologiquement. La dimension historique, certes pas centrale, est davantage présente cependant que ne l'indique le titre : deux forts articles (Alain Forest et Anne Hansen) se concentrent sur l'évolution du bouddhisme après Angkor, et surtout pendant l'ère coloniale (protectorat français, 1863-1953). Et l'« aujourd'hui » de l'intitulé doit être conçu au sens large : les références sont très nombreuses à la période khmère rouge (1975-1979), qui avait interdit toute pratique religieuse, et le chapitre entier d'Alex L. Hinton lui est consacré – surtout dans sa trace mémorielle actuelle. L'iconographie est